

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soir_corruption@hotmail.comDES AFFAIRES DE CORRUPTION ÉCLABOUSSENT LE DEUXIÈME GROUPE
INDUSTRIEL ITALIEN FINMECCANICA

Faut-il revoir les contrats obtenus en Algérie avec Sonelgaz ?

Selon le quotidien français la Tribune (édition du 22 novembre 2011), des responsables commerciaux de Finmeccanica, multinationale italienne — activités de défense, d'aéronautique et d'énergie —, ont été arrêtés pour malversations et corruption alimentant des caisses de partis politiques, et ce, dans un contexte de pertes et d'une lourde dette. 2^e groupe industriel d'Italie après Fiat, Finmeccanica est depuis des mois en pleine tempête tant en raison de sa piètre performance financière que pour sa gouvernance controversée. Or, cette firme a obtenu en Algérie, ces dernières années, d'importants marchés dans le secteur de l'énergie, avec Sonelgaz notamment.

Finmeccanica, géant italien dans les activités de défense et d'aéronautique, est sens dessus dessous : certains des responsables commerciaux ont été arrêtés pour malversations, corruption alimentant des caisses de partis politiques. A cela s'ajoute un conflit dans la gouvernance du groupe, entre les numéros un et deux de Finmeccanica. Le tout dans un contexte de pertes et d'une lourde dette. Du coup le groupe contrôlé par l'État italien veut céder au plus offrant ses activités ferroviaires. Avec près de 71 000 salariés et 18 milliards d'euros de chiffre d'affaires, le groupe italien Finmeccanica est à l'échelle de son pays un géant. Deuxième groupe industriel d'Italie après Fiat, Finmeccanica est depuis des mois en pleine tempête tant en raison de sa piètre performance finan-

cière que pour sa gouvernance controversée. Des opérations auraient été surfacturées pour créer des caisses noires alimentant la corruption de dirigeants, notamment politiques. Le directeur commercial de l'une des filiales du groupe, «Selex SI» (contrôle aérien), a été arrêté. Le directeur commercial du groupe, avait, lui, démissionné dès cet été à la suite d'accusations de corruption lors d'appels d'offres à l'étranger. «Quelques-unes des négociations pour la vente de produits de Finmeccanica, en Colombie, en Arabie Saoudite, en Malaisie, semblent fortement liées au paiement de transactions illicites», rapporte le parquet de Naples, cité par le quotidien italien *Il Messagero*. L'affaire fait désormais la une des journaux en Italie. Au point que le président de Finmeccanica a dû publier mardi dernier

un communiqué concernant son propre rôle dans le scandale. Il y déclare «de façon catégorique de n'avoir jamais créé de caisses noires et n'avoir jamais octroyé ni donné l'ordre d'octroyer des sommes d'argent à des personnalités politiques et/ou des partis». Il en faudra beaucoup plus pour arrêter les révélations qui surgissent désormais de toutes parts, notamment d'anciens collaborateurs de Finmeccanica.

Le groupe ne vaut plus que 1,86 milliard d'euros, presque quatre fois moins qu'il y a dix-huit mois

Les pertes annoncées le 15 novembre, notamment la charge «exceptionnelle» de 753 millions d'euros sur le seul exercice 2011 en raison de «non-conformité» de pièces du Boeing 787 déjà livrées, ont fait dégringoler, ce jour-là, le titre de Finmeccanica de 20% à la Bourse de Milan. Depuis le début de l'année, la valeur boursière du groupe a chuté de 62%, le groupe ne valant plus que 1,86 milliard d'euros, presque quatre fois moins qu'il y a dix-huit mois.

Une mauvaise nouvelle pour l'Etat italien, actionnaire à hauteur de 32,4% du groupe. Le Trésor italien devra

déjà faire une croix sur d'éventuels dividendes pour 2011.

La dette du groupe a elle gonflé de 1,5 milliard d'euros en à peine neuf mois. Du coup, pour réduire la dette et augmenter la trésorerie, l'administrateur délégué vient d'annoncer la cession pour 1 milliard d'euros d'actifs d'ici à la fin 2012 : la vente de la totalité du secteur ferroviaire de Finmeccanica, soit sa filiale AnsaldoBreda, construisant des trains, et AnsaldoStS, spécialisée dans la signalétique ferroviaire.

Les noms des concurrents Bombardier et Alstom sont avancés dans la presse italienne comme de possibles acquéreurs, probablement à vil prix au vu de l'urgence de vendre du côté italien.

Finmeccanica va construire deux centrales électriques en Algérie

En septembre 2011, la filiale Ansaldo Energia de Finmeccanica avait annoncé dans un communiqué avoir remporté des contrats d'un montant total d'environ 340 millions d'euros dans l'énergie en Algérie pour construire deux centrales électriques à cycle ouvert d'une puissance globale de 550 mégawatts

l'une à Aïn-Djasser II (Batna) et l'autre à Labreg (Khenchela). Pour rappel, l'ouverture publique des plis des offres techniques avait eu lieu le 24 mai 2011 à l'issue de laquelle trois offres avaient été déclarées recevables : Alstom, General Electric et Ansaldo Energia.

Par le passé Ansaldo Energia avait déjà remporté des projets avec Sonelgaz en 2007. Sonelgaz avait lancé le 16 octobre 2006 un appel d'offres pour la réalisation de huit centrales électriques.

A l'issue de l'ouverture des offres techniques qui s'était déroulée en février 2007 et des plis commerciaux en mai 2007, Ansaldo avait été retenu non seulement pour la réalisation de la centrale de Batna (Aïn-Djasser I) mais également pour la réalisation de la centrale de Larbâa.

Ne faut-il pas revoir de plus près dans quelles conditions ont été signés ces contrats, au vu de l'énorme scandale de corruption qui frappe Finmeccanica, et qui n'a pas encore tout révélé ?

Faut-il poursuivre la réalisation de ces projets de deux centrales électriques attribués en 2011 à Ansaldo, au vu de la situation financière désastreuse du groupe italien ?

Djilali Hadjadj

L'INDICE 2011 DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION SERA RENDU PUBLIC
LE JEUDI 1^{er} DÉCEMBRE

Quel score et quel classement pour l'Algérie ?

L'ONG de lutte contre la corruption Transparency International (TI) rendra public le jeudi 1^{er} décembre son Indice de perception de la corruption (IPC) pour l'année 2011. 183 pays y figureront — dont l'Algérie —, contre 178 en 2010. Transparency International définit la corruption comme étant l'abus à des fins privées d'un pouvoir reçu en délégation. Cette définition englobe les pratiques de corruption dans le secteur public ainsi que dans le secteur privé. L'IPC classe les pays selon la perception de la corruption dans le secteur public. Il s'agit d'un indicateur composite qui associe différentes sources d'information sur la corruption, permettant ainsi d'établir des comparaisons entre les pays. L'IPC s'appuie sur différentes évaluations et enquêtes d'opinions dans les entreprises, menées par des institutions indépendantes et reconnues. Il contient des informations sur les aspects administratif et politique de la corruption.

Evaluer la vigueur et l'efficacité des efforts déployés par les pouvoirs publics en matière de lutte contre la corruption

Plus généralement, les enquêtes et les évaluations utilisées pour élaborer cet indice comportent des ques-

tions relatives à la corruption des fonctionnaires, au versement de pots-de-vin dans le cadre d'attribution de marchés publics, aux détournements de fonds publics ou encore à d'autres questions pertinentes pour évaluer la vigueur et l'efficacité des efforts déployés par les pouvoirs publics en matière de lutte contre la corruption. La condition pour qu'un pays/territoire soit inclus dans l'IPC, est qu'il soit évalué par au moins trois sources d'informations que TI utilise. L'IPC se fonde sur des perceptions car la corruption — tant sa fréquence que son intensité — est dans une large mesure une pratique dissimulée qu'il est difficile de mesurer. Au fil du temps, il s'est avéré que les perceptions permettent d'établir une estimation fiable de la corruption. Si l'évaluation de scandales, enquêtes ou poursuites offre accès à des données qui ne sont pas assujetties à des perceptions, elle reflète moins la prévalence de la corruption dans un pays donné que celle d'autres facteurs, comme la liberté de la presse ou l'efficacité du système judiciaire. Transparency International (TI) considère qu'il est d'une importance critique de mesurer à la fois la corruption et l'intégrité, et ce, dans les secteurs public et privé au niveau mondial, national et local. L'IPC est donc l'un des nombreux outils d'évaluation qu'utilise TI pour servir la lutte contre la corrup-

tion. L'indice, établi grâce à des sondages réalisés auprès d'hommes d'affaires et de spécialistes, va de 10 pour un pays considéré comme «propre» à zéro pour un pays perçu comme étant ravagé par la corruption. Pour rappel, l'Algérie avait obtenu en 2010, et ce, pour la 8^e année consécutive, une très mauvaise note — 2,9 sur 10, et un très mauvais classement, la 105^e place sur 178 pays classés.

Quels avaient été les scores de l'Algérie de 2003 à 2009 ? En 2009 : 2,8 sur 10 et 111^e place ; 2008 : 3,2 sur 10 et 92^e place sur 180 pays classés ; en 2007 : 3 sur 10, et la 99^e place ; 2006 : 3,1 sur 10 et 84^e place (sur 163 pays) ; 2005 : 2,8 et 97^e place (sur 159 pays) ; en 2004 : 2,7 et 97^e place (146 pays) ; et en 2003 : 2,6 et 88^e place (sur 133 pays).

Une note inférieure à 3 sur 10 signifie l'existence d'un haut niveau de corruption au sein des institutions de l'Etat. Quelle sera celle de l'Algérie pour 2011 ? Améliorera-t-elle son score ? Remontera-t-elle d'au moins quelques places dans le classement ? Nous en saurons plus le 1^{er} décembre.

Pour en savoir plus sur l'IPC 2011, il faut consulter, dès le 1^{er} décembre, le site web de Transparency International : www.transparency.org

D. H.